

# VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS ARMÉS

## LES SURVIVANT.E.S AU TEMPS DU COVID-19

En menant au confinement et à la restriction de mouvement des populations, la pandémie de COVID-19 a profondément bouleversé le quotidien de nos sociétés. Dès janvier, la maladie – que l'OMS qualifie alors d'urgence de santé publique internationale<sup>1</sup> – commence à concentrer toute l'attention, et ce pendant plusieurs mois. Seulement, cette période exceptionnelle ne doit pas faire oublier l'existence et la persistance de situations tout aussi préoccupantes, qui n'ont pas pris fin avec la pandémie. C'est précisément le cas des **violences sexuelles dans les conflits et les environnements fragiles**.

C'est pourquoi **We are NOT Weapons of War** publie ce 19 juin 2020, Journée internationale pour l'élimination des violences sexuelles liées aux conflits, un communiqué alertant sur leur persistance à l'heure du COVID-19. Ce travail vise à mettre en lumière deux constats : d'une part les violences sexuelles liées aux conflits n'ont pas pris fin avec la pandémie, et d'autre part, celle-ci a impacté de façon singulière le quotidien des survivant.e.s.

---

Le 19 juin 2015, par la résolution 69/293, l'Assemblée Générale des Nations Unies a instauré la **Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit**. Visant à sensibiliser et à mobiliser, cette journée témoigne de l'attention croissante portée aux violences sexuelles dans les conflits et les environnements fragiles ces dernières années. En tant qu'ONG de référence sur la question, **We are NOT Weapons of War** y a activement contribué, de par son plaidoyer et son expertise auprès des instances nationales et internationales depuis sa création.

## LE MOT DE LA FONDATRICE ET PRÉSIDENTE, CÉLINE BARDET

*La journée du 19 juin bien que symbolique, reste un acte fort de la communauté internationale en ce qu'elle met en lumière la question des crimes sexuels en temps de conflit, qui concernent femmes, hommes et enfants et qualifie ces crimes comme une menace pour la paix et la sécurité.*

*Depuis 2014, WWoW défend son approche éthique et déontologique, tant sur la précision des faits et leur complexité, qu'en matière d'accompagnement des victimes. Cette année, en cette journée internationale, nous avons choisi de donner la parole à ces survivant.e.s lors d'une conversation live. Elle mettra notamment en lumière la situation du Burundi, pays oublié et dont le conflit qui fait rage particulièrement depuis 2015 fait de nombreuses victimes, forcées de fuir leur propre pays.*

*Nous pensons que les survivant.e.s doivent avoir la parole, non pas pour raconter leur histoire, mais pour devenir partie active et partie prenante d'un phénomène qui les concerne en premier lieu. C'est l'occasion de demander des comptes à une communauté internationale qui parle beaucoup, mais n'agit que trop peu.*

*La pandémie de COVID-19 a redistribué les cartes du monde, et impacté quasiment tous les pays. Pourtant, les conséquences ne sont pas les mêmes quand on vit dans un pays du nord ou du sud. De plus, et particulièrement en Europe et sur le continent nord américain, pendant plusieurs semaines, l'actualité a disparu des écrans pour ne parler que de la situation sanitaire : comme si le monde avait cessé toute activité. Il n'en est pourtant rien. Pire, pendant cette période, les conflits, la violence et les crimes se poursuivent dans une invisibilité encore plus grande. Les survivant.e.s constituent des personnes encore plus vulnérables que toutes les autres, bien que la pandémie n'épargne personne. L'accès aux services de santé (hors COVID) ou judiciaire n'est plus possible, laissant toutes les victimes dans un désarroi énorme, en sus d'une situation économique alarmante.*

*WWoW continue son action et développe des fonds d'urgence afin de répondre aux besoins pendant et après la pandémie. Peu a été écrit sur la question du COVID pour les victimes de violences sexuelles liées aux conflits, c'est ce que nous choisissons de mettre en lumière dans ce travail collectif de l'ONG WWoW.*



**Céline Bardet**

# L'IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS

Malgré l'appel du Secrétaire général des Nations Unies António Guterres le 23 mars dernier<sup>2</sup>, la pandémie mondiale n'a pas permis l'arrêt des conflits armés à travers le monde. Dans certaines régions, comme la Birmanie ou le Yémen, ou encore la République Démocratique du Congo ou la République Centrafricaine ; ils se sont même aggravés, la crise du COVID-19 y rendant d'autant plus difficile le maintien de la paix. Conséquence : **les violences sexuelles liées aux conflits ont elles-aussi persisté**, voire augmenté.

Il apparaît en effet que, dans ce contexte de restriction des circulations, dans certaines zones, les civils sont davantage isolés et exposés. Le confinement réduit au maximum la mobilité des potentielles victimes, et rend quasi impossible la circulation des organismes de prévention et de protection contre les violences sexuelles liées aux conflits. **Les environnements fragiles, où ont lieu ces exactions, ne sont donc pas contrôlés et le sentiment d'impunité s'y renforce.**

« ICI LES GROUPES ARMÉS AGISSENT ENCORE SUR LA MAJORITÉ DU TERRITOIRE ; LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES, DÉJÀ OSTRACISÉES, SONT DES PROIES CAR LES AGRESSEURS PENSENT QU'ILS PEUVENT FAIRE CE QU'ILS VEULENT. »

BERNADETTE, SURVIVANTE CENTRAFRICAINE<sup>3</sup>

Au-delà des violences elles-mêmes, il est aussi à signaler que **la pandémie de COVID-19 crée de nouveaux obstacles à l'identification des victimes et la reconnaissance des crimes**. A la honte et la peur qui paralysent les civils victimes de violences sexuelles, se sont ajoutées les restrictions de mouvement et l'accès limité aux services médicaux et sociaux compétents. Or, ces services sont souvent les premiers à repérer les victimes, notamment lorsque celles-ci n'ont plus d'autre choix que d'aller consulter un médecin suite à leur agression ; sans ces interlocuteurs essentiels, **les victimes sont donc encore plus difficiles d'accès**. La Représentante spéciale des Nations Unies sur la violence sexuelle dans les conflits Pramila Patten affirme par exemple que ses équipes sur le terrain font déjà remonter de fortes difficultés dans leur travail de *reporting*<sup>4</sup>. En cela, **les effets de la pandémie conduisent à invisibiliser davantage encore les victimes et à taire les exactions protégeant ainsi encore plus, les auteurs**.

En effet, **le COVID-19 pourrait avoir un impact négatif dans la lutte contre l'impunité**. Celle-ci est rendue de plus en plus complexe. Dans une allocution le 12 juin dernier sur la violence sexuelle dans les conflits, António Guterres relatait ainsi **une baisse des capacités d'enregistrement des plaintes et de traitement des signalements par les services de police et de justice** dans différentes zones<sup>5</sup>. Les procédures judiciaires ont donc été largement ralenties, si ce n'est obstruées ou rendues impossibles. Dans de nombreux pays, les institutions publiques ont cessé de fonctionner ou mis en place des services au strict *minima*, complexifiant encore plus la possibilité de porter plainte ou de signaler un crime.

## WE ARE NOT WEAPONS OF WAR A CRÉÉ ET DÉVELOPPÉ L'OUTIL NUMÉRIQUE BACKUP COMPOSÉ DE PLUSIEURS ÉLÉMENTS :

1. Une web-application avec deux parcours utilisateurs sécurisés. Le premier - destiné aux victimes - permet de s'alerter, d'être identifiées et ainsi d'être localisées, recensées et prises en charge. Le second - destiné aux lanceurs d'alerte - leur donne la possibilité de transmettre de la documentation sur les exactions commises ;
2. Un back office qui collecte, sécurise, sauvegarde et analyse tous les éléments reçus ;
3. Une plateforme collaborative professionnelle (cette troisième composante est en cours de développement) .

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (isolement, restriction des libertés de déplacement, contrôle) **BackUp** a pris d'autant plus de sens. Déployé sur l'ensemble des territoires à risques, il permettrait aux victimes isolées et confrontées à de nombreux obstacles de se signaler et d'être prises en charge tout en préservant leur sécurité. Dans les zones où des recrudescences de violence ont eu lieu, l'outil aurait aussi permis d'alerter sur la commission des crimes, pour certains même, d'anticiper les zones d'exactions.

## L'IMPACT DU COVID-19 SUR LE QUOTIDIEN DES SURVIVANT.E.S

Nos informations convergent toutes vers un constat : la pandémie de Covid-19 n'a pas été vécue de façon identique par tous et toutes. Il apparaît dès lors que **la période de confinement a pu produire, chez les survivant.e.s de violences sexuelles liées aux conflits, certains effets singuliers.**

Ces victimes ont connu et connaissent toujours, après les violences sexuelles endurées, des phénomènes de marginalisation économique et sociale, de stigmatisation, ainsi que des conséquences physiques et psychologiques de long terme. C'est précisément cette vulnérabilité initiale que la pandémie et le confinement amplifient, et qui permet de parler d'un impact spécifique du COVID-19 sur les survivant.e.s.

○ **Vulnérabilité économique.** La première préoccupation exprimée, et ce dans tous les témoignages recueillis par **We are NOT Weapons of War**, est d'ordre économique. Entre flambée des prix, difficultés à trouver et rejoindre les lieux d'approvisionnement et impossibilité de travailler, les témoignages des survivant.e.s du Burundi, Zimbabwe, Guinée, Centrafrique, Soudan, Libye ou encore Ouganda convergent. Le Zimbabwe en particulier fait face à une multiplication des prix des denrées de base absolument phénoménal, mettant les survivant.e.s que nous suivons dans des situations de détresses économiques abyssales.

Toutes ont la particularité de n'avoir jamais obtenu d'accompagnement holistique après les exactions qu'elles ont connues, et éprouvent donc **de réelles difficultés à subvenir à leurs besoins, difficultés multipliées par les effets de la pandémie.** D'autant plus que plusieurs victimes ont par la suite élevé des enfants nés de leur viol. Ces enfants ne sont quasiment jamais reconnus comme victimes indirectes des viols perpétrés et n'ont souvent l'objet d'une stigmatisation. Que ce soit ces enfants ou leur mère, ils évoluent dans des conditions matérielles et économiques très difficiles.

○ **Vulnérabilité médicale.** L'autre conséquence inévitable de la pandémie sur les victimes est l'accès aux services médicaux. Beaucoup, à la suite des violences sexuelles qui leur ont été infligées, nécessitent une assistance médicale régulière.

Mais, comme l'a confirmé Pramila Patten<sup>6</sup>, on observe dans les pays concernés **une diminution de l'accès aux soins**, qui s'avérait déjà faible dans plusieurs zones. Les services disponibles ont été remobilisés pour la prévention et le traitement du COVID-19, et nombre de refuges ou centres d'accueil pour victimes ont dû fermer. L'accès aux soins médicaux ou psychosociaux est donc très largement obstrué. L'impossibilité d'accéder aux services médicaux peut avoir des conséquences non seulement très graves d'un point de vue médical, mais aussi de long terme, renforçant le sentiment d'angoisse et laissant des blessures sans soins pendant des mois.

« SI LA SITUATION RESTE COMME ÇA, JE NE VAIS PLUS POUVOIR PRENDRE MES MÉDICAMENTS POUR LE VIH, CAR ILS ME FONT MAL AU VENTRE SI JE NE MANGE PAS. »

GRAZIA, SURVIVANTE BURUNDAISE

Pire encore, les difficultés médicales et matérielles peuvent être amenées à se mêler dans le quotidien de ces survivantes. Il ne s'agit donc pas de problématiques isolées mais bien d'**une vulnérabilité globale, exacerbée dans le contexte de pandémie**. Et cette situation demande une réponse et un appui exceptionnel que les bailleurs de fonds devraient immédiatement prendre en considération.

○ **Vulnérabilité psychologique.** Enfin, pour beaucoup de survivant.e.s, la pandémie et le confinement ont pu **réactiver ou exacerber le trauma né de leur agression**. Les raisons peuvent être multiples, à commencer par l'isolement social comme l'angoisse générée par le contexte pandémique ou tout contact et relation sociale peut signifier un risque. Les victimes sont donc encore plus isolées, face à elles-mêmes et face à la résurgence de leurs angoisses sans outils ni appui à leur disposition pour savoir comment gérer ces crises d'angoisses. Beaucoup de survivant.e.s nous ont fait peur de leur pensées suicidaires récurrentes au cours de ces derniers mois. Une survivante que nous accompagnons depuis des mois nous a fait part du suicide d'une de ses compatriotes, et ce dans la plus grande indifférence.

Mais il apparaît aussi que le confinement a créé un climat de tension intense pour beaucoup de survivant.e.s, entre les considérations matérielles, la gestion des enfants ne pouvant plus aller à l'école ou encore la peur de contracter le virus. Ces préoccupations, que l'on distingue à travers plusieurs témoignages, ont ainsi pu réactiver chez les victimes des images et des angoisses liées à leur traumatisme.

« LES MESURES [DE RESTRICTION DE MOUVEMENTS] SONT DANS L'INTÉRÊT DE TOUTE LA POPULATION, MAIS ELLES ONT AUSSI POUR EFFET D'ISOLER ET DE PRÉCARISER DAVANTAGE LES SURVIVANTES. OR, UNE VICTIME DE VIOLENCES SEXUELLES NE DOIT PAS ÊTRE ABANDONNÉE. NOUS SOMMES FORTES, MAIS, QUAND NOUS SOMMES SEULES, LES SOUVENIRS REVIENNENT. »

BERNADETTE, SURVIVANTE CENTRAFRICAINE<sup>7</sup>

## WE ARE NOT WEAPONS OF WAR A CRÉÉ LE PROGRAMME FOSTER A SURVIVOR :

Un programme d'accompagnement des survivant.e.s de violences sexuelles liées aux conflits, ainsi que de leurs enfants issus du viol. Il a pour objectif de leur permettre de retrouver une dignité par le travail ou l'éducation et de reprendre le contrôle de leur vie. L'accompagnement offert est pensé sous forme de parrainage. Chaque parrain (qu'il s'agisse d'un particulier, d'un entrepreneur ou toute autre personne intéressée par le projet d'un.e survivant.e) accepte de le financer ou de l'intégrer au sein de sa structure pour y travailler ou y suivre une formation.

La pandémie de COVID-19 démontre bien la forte vulnérabilité des survivant.e.s de violences sexuelles dans les conflits. C'est précisément pour pallier à ces nombreuses difficultés quotidiennes et réinsérer ces hommes et ces femmes dans la vie socio-économique qu'a été pensé le programme **Foster A Survivor**.

---

Si la pandémie constitue une situation grave et importante, elle ne doit pas faire oublier les constats dressés ici, ni entraver les combats menés contre l'impunité et pour la reconnaissance des victimes. C'est le sens que doit prendre cette **cinquième Journée internationale pour l'élimination des violences sexuelles liées aux conflits**. C'est aussi le sens de l'action de **We are NOT Weapons of War**, à travers ses deux projets phares : **Back Up** et **Foster A Survivor**.

**We are NOT Weapons of War** alarme donc quant au risque d'éluder le sort des victimes et des survivant.e.s de violences sexuelles dans les conflits en période de COVID-19. Et demande, à travers ce communiqué, des actions urgentes afin de prévenir tous ces risques.

## LES OBJECTIFS À VENIR

**Accélérer le déploiement de BackUp** pour identifier et recenser les violences sexuelles perpétrées avant, pendant et après la pandémie de COVID-19. A ce jour BackUp dispose d'une Version 1, et nous avons débuté les premières phases pilotes au Burundi et en Guinée-Conakry. De plus, dès 2018, un test informel a été opéré en Libye et a abouti à un dépôt de plainte pour torture devant l'unité crime de guerre de Paris. Cette plainte a été déclarée admissible et est en instruction. **Les premiers résultats sont plus de 700 victimes signalées et identifiées entre la Libye, le Burundi et la Guinée Conakry.** Cela a aussi permis d'identifier plus de 25 partenaires du médical et du judiciaire, qui commencent déjà à collaborer ensemble sur la prise en charge des victimes suite aux alertes.

**Alimenter financièrement le fonds d'urgence du programme Foster A Survivor**, pour permettre aux survivant.e.s identifié.e.s. de développer et financer leurs projets personnels pour se réinsérer dans la vie socio-économique. L'accompagnement individuel est la clé de le meilleur moyen de sortir de la vulnérabilité économique et psychosociale.

**Poursuivre le travail de sensibilisation et de plaidoyer sur les violences sexuelles dans les conflits**, afin d'élever les consciences sur les situations d'urgence et de mobiliser le soutien du grand public, des institutions et des bailleurs de fonds.



## NOTES

- 1** WHO Director-General's statement on IHR Emergency Committee on Novel Coronavirus (2019-nCoV), 30 janvier 2020
- 2** UN Secretary-General António Guterres Virtual Stakeout on #COVID-19, 23 mars 2020
- 3** Bjurström, Lena et Pluyaud, Louise. 2020. « Survivantes au temps du Covid 3/4 : Bernadette, Centrafrique ». Politis, 29 mai 2020. <https://www.politis.fr/articles/2020/05/survivantes-au-temps-du-covid-3-4-bernadette-centrafrique-41948/>
- 4** PRIO Centre on Gender, Peace and Security. 27 mai 2020. « Webinar - Sexual and Gender-Based Violence in the time of COVID-19: A hidden pandemic? » : [https://gps.prio.org/Events/Event/?x=144&fbclid=IwAR3Cxcb52aSEPDx-Hh9KXKhqFIUKZgXBQckzl7aZ9W9gz9IKAQQDq7h\\_eOM](https://gps.prio.org/Events/Event/?x=144&fbclid=IwAR3Cxcb52aSEPDx-Hh9KXKhqFIUKZgXBQckzl7aZ9W9gz9IKAQQDq7h_eOM)
- 5** Antonio Guterres, *Prévenir et éliminer la violence sexuelle en temps de conflit*, 12 juin 2020
- 6** PRIO Centre on Gender, Peace and Security. 27 mai 2020. « Webinar - Sexual and Gender-Based Violence in the time of COVID-19: A hidden pandemic? » : [https://gps.prio.org/Events/Event/?x=144&fbclid=IwAR3Cxcb52aSEPDx-Hh9KXKhqFIUKZgXBQckzl7aZ9W9gz9IKAQQDq7h\\_eOM](https://gps.prio.org/Events/Event/?x=144&fbclid=IwAR3Cxcb52aSEPDx-Hh9KXKhqFIUKZgXBQckzl7aZ9W9gz9IKAQQDq7h_eOM)
- 7** Bjurström, Lena et Pluyaud, Louise. 2020. « Survivantes au temps du Covid 3/4 : Bernadette, Centrafrique ». Politis, 29 mai 2020. <https://www.politis.fr/articles/2020/05/survivantes-au-temps-du-covid-3-4-bernadette-centrafrique-41948/>